

médicaments sur ordonnance? Le ministre s'occupera-t-il de l'affaire?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): J'éprouve moi-même beaucoup de difficultés avec la limitation de poids, monsieur l'Orateur . . .

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Jamieson: . . . mais je n'étais pas au courant de cette situation. J'examinerai la chose et je tiendrai le député au courant.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PASSEPORTS—LE CAS DES FEMMES DIVORCÉES

M. Steven A. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant, en sa capacité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite de la correspondance échangée entre Marguerite J. Trussler et le ministère des Affaires extérieures, j'aimerais demander au ministre si c'est la politique du gouvernement que d'exiger des femmes divorcées qui font une demande de passeport qu'elles utilisent le nom de leur ex-mari? Si c'est le cas, envisage-t-on de mettre fin à cette injustice criante à l'égard des femmes?

M. l'Orateur: Cette question devrait figurer au *Feuilleton*. Si elle est urgente, on pourrait l'examiner au moment de l'ajournement.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'UTILISATION PAR LA ROYAL AIR FORCE DES INSTALLATIONS AMÉRICAINES DE GOOSE BAY—L'ÉTAT DES AMÉNAGEMENTS CANADIENS

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand-Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je l'ai posée le 4 novembre à son secrétaire parlementaire, le ministre étant absent ce jour là. Le ministre sait-il que la Royal Air Force, qui utilisait jusqu'à présent les installations du ministère des Transports à Goose Bay, recourt maintenant à celles de l'Aviation américaine à cause du mauvais état des rampes et hangars du ministère des Transports? Si oui, quelle mesure le ministre compte-t-il prendre pour que la RAF revienne aux installations canadiennes. En d'autres termes, le ministre peut-il répondre à ma question du 4 novembre?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je n'ai pas été mis personnellement au courant de cette question. Je m'en excuse. A mon avis il ne s'agirait pas seulement de l'état des hangars. Il se peut bien qu'il y ait eu un

[M. Danforth.]

nouvel accord entre la RAF et l'Aviation américaine. Je m'engage néanmoins à obtenir une explication complète à l'intention du député.

M. Peddle: Dois-je comprendre que le ministre a dit n'avoir pas été informé de cette très importante question?

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur. J'ai l'habitude d'être toujours franc avec la Chambre. Cette question, d'une façon ou d'une autre, a été négligée, et on ne m'en a pas informé personnellement.

* * *

LA SANTÉ

LA CONFÉRENCE SUR L'ORTHOGENIE—LA PUBLICITÉ ET L'ACCROISSEMENT DU TAUX DE NAISSANCES ILLÉGITIMES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné l'agréable annonce qu'une conférence nationale sur l'orthogénie aura lieu à Ottawa en février prochain et comme les chiffres que vient de publier son ministère révèlent une hausse soutenue du taux de naissances illégitimes au Canada qui est passé de 5.3 p. 100 en 1963 à 9.2 p. 100 en 1969, le gouvernement donnera-t-il l'exemple à cette conférence, au point de vue financier et autre, en lançant une campagne de publicité pour remédier à la situation?

M. l'Orateur: A mon avis, la question de la représentante est en réalité présentée sous forme d'instance. Si la question a un caractère urgent, elle pourrait être étudiée au moment de l'ajournement. Voudrait-elle la formuler autrement?

Mme MacInnis: Puis-je poser une question supplémentaire? Le ministre peut-il nous dire quels organismes seront invités à participer à cette conférence?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Presque tous les organismes bénévoles dans le secteur privé que nous connaissons et qui ont déjà manifesté de l'intérêt à cet égard.

* * *

LA POLLUTION

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE À EASTPORT (MAINE)

L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. A-t-il reçu quelque rapport sur la construction possible d'une raffinerie de pétrole à Eastport sur la baie de Fundy dans l'État du Maine et sur la nécessité d'exercer beaucoup de prudence dans le transport du pétrole à cette raffinerie si elle était construite?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Nous faisons enquête à ce sujet, monsieur l'Orateur.